

Paroles libres

TABLE DE QUARTIER : EXPÉRIMENTATION À ÉTOUVIE (AMIENS)

Romain Ladent

Président de l'association La boîte sans projet

Initiée au Québec dans les années 1960, la démarche des tables de quartier a été mise en lumière en France par le rapport sur la politique de la ville dit « rapport Bacqué-Mechmache¹ ». Ce rapport prenait les tables de quartier comme exemple à suivre dans l'objectif de « soutenir la création d'espaces citoyens et les reconnaître ». Le ministère de la Ville, en lien avec la Fédération nationale des centres sociaux, expérimente cette démarche participative dans les quartiers de Marseille, Toulon, Amiens, Tourcoing, Montpellier, Nîmes, Mulhouse, Roubaix, Fort-de-France et Rennes.

L'objectif général est de permettre aux participant-e-s d'agir directement sur leur quartier est d'être force de proposition concrète auprès des pouvoirs publics (services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales...).

Les tables de quartier sont donc des espaces citoyens qui réunissent associations et collectifs d'habitant-e-s organisés à l'échelle du quartier.

Cet espace est destiné à l'expression de ceux qui agissent au quotidien dans les champs de l'intégration et des politiques urbaines. N'hésitez pas à nous faire parvenir votre contribution. La rédaction se réserve le choix des textes publiés. Les propos qui y sont tenus n'engagent que leurs auteurs.

Ce sont des lieux de débats et d'actions collectives dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, par le biais de campagnes menées sur les enjeux, préoccupations et envies d'agir des habitant-e-s.

Par moments perçues comme un contre-pouvoir, ces tables de quartier agissent pour l'intérêt général des habitant-e-s d'un quartier.

Trop souvent ce contre-pouvoir pourrait être interprété comme subversif, trop politique, trop engageant, trop militant.

Dans leur ouvrage *Du contre-pouvoir*, Miguel Benasayag² et Diego Sztulwark³ considèrent que le pouvoir institutionnel, l'État, les collectivités territoriales ont un rôle de gestionnaires qui constatent surtout ce qu'ils ne peuvent pas faire en se confrontant au réel.

Pour eux « le politique », c'est-à-dire la capacité à imaginer le monde demain, est tenu par les contre-pouvoirs. Ces derniers ont un rôle fondamental, par le biais d'actions militantes (« le militantisme situationnel »), dans l'évolution des aspirations de la société.

Au niveau d'Amiens et particulièrement sur le quartier d'Étouvie, c'est l'association La boîte sans projet qui accompagne cette démarche avec les habitant-e-s, les adhérent-e-s du Centre social et culturel d'Étouvie et des représentant-e-s d'autres associations.

Thomas Kirszbbaum, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique - enseignant au département de science politique de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et Alain Merckaert, président de l'EPI

Cycle de réflexion « associations et quartiers populaires », 23 février 2016 à Amiens



Le CSC a obtenu un financement du CGET⁴ (Commissariat général à l'égalité des territoires) pour l'accompagnement de cette expérimentation. L'association La boîte sans projet (www.boite-sans-projet.org) partage ses réflexions et s'appuie sur les travaux et expérimentations de Saul David Alinsky, qui est un écrivain et sociologue américain considéré comme le fondateur du groupement d'organisateur de communauté (*community organizing*).

C'est ainsi que, depuis un an, notre association anime des ateliers et des formations à destination d'une quinzaine de personnes du quartier d'Étouvie.

Ces personnes se font la voix auprès des autres habitant-e-s, des partenaires par leurs prises de parole sur des sujets qui les préoccupent : la sécurité dans leur quartier, l'implantation d'un centre commercial, la baisse des financements associatifs, le fonctionnement des conseils citoyens, le contrat de ville comme injonction à une réelle participation des habitant-e-s...

Quelques exemples de contenus abordés tout au long de cet accompagnement : le décryptage de la politique de la ville (histoire, dispositifs...); savoir comprendre et analyser son quartier ; prendre la parole en public ; animer une réunion de manière participative ; intervenir dans l'espace public et/ou dans des espaces formels et savoir communiquer...

Cette formation permet régulièrement de faire des allers-retours entre les contenus théoriques et la mise en place pratique, c'est ainsi que depuis le début de l'année 2016, des volontaires du groupe coaniment des temps de formation. Et pour conclure la première étape de cette expérimentation, les participant-e-s ont préparé et animé le 19 mars dernier l'assemblée générale du CSC Étouvie en utilisant tous les contenus et techniques abordés pendant cette première année.

Redonner une parole véritable aux habitant-e-s, n'est-ce pas le début du contre-pouvoir ?

1. Pour une réforme radicale de la politique de la ville - Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, <http://www.ville.gouv.fr/?pour-une-reforme-radical-de-la>

2. Miguel Benasayag, né à Buenos Aires en 1953, est un philosophe, psychanalyste, chercheur en épistémologie et ancien résistant guevariste franco-argentin. Il est proche du courant libertaire.

3. Diego Sztulwark, enseignant de philosophie à l'Universidad nacional de Buenos Aires, est l'un des animateurs du groupe « El Mate », qui fédère en Argentine des défenseurs des droits de l'homme et des militants radicaux de la société civile.

4. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) conseille et appuie le gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires. Rattaché au Premier ministre, il assure le suivi et la coordination interministérielle de ces politiques.

<http://www.cget.gouv.fr/>

Mémo pour

(Parcours de vie d'un homme d'une brève histoire de la presse de Pierre)



Edouard